

L'étincelle

Pour la construction d'un parti des travailleurs communiste et révolutionnaire

SUEZ PSO



Lundi 25 janvier 2021

Un an de pandémie :

Une cocotte-minute internationale

Le 23 janvier 2020, les autorités chinoises mettaient 60 millions d'habitants en quarantaine pendant que les gouvernements européens observaient sans rien faire. Depuis, on a connu le scandale des masques, les vaccins distillés au compte-gouttes, les hôpitaux débordés, les milliards pour les plus riches, les licenciements et les restrictions pour les travailleurs. Et c'est nous que Macron ose engueuler en dénonçant « 66 millions de procureurs ». Il y a 66 millions de... réquisitoires qui se perdent !

Une catastrophe sanitaire

Depuis le début de cette crise, tous les gouvernements montrent la même incapacité à gérer la pandémie, alternant sermons et mesures autoritaires. Les gouvernants ont même, pour les accuser de tous les maux, convoqué au tribunal chauve-souris et pangolins ! Sauf que les systèmes de santé ont partout été asphyxiés par des années de restrictions budgétaires.

Les États les plus riches s'accaparent les doses de vaccins au détriment des pays pauvres. Alors que Pfizer et Moderna ont annoncé la semaine dernière des retards de livraison en Europe, de nombreux gros labos pourraient sans doute relayer, mais tout est ralenti, entre autres pour raison de secret commercial et de jouissance des brevets. Et Sanofi, lancé dans la production d'un autre vaccin, non seulement tarde en attendant à mettre ses capacités de production au service des vaccins existants mais licencie ses propres chercheurs.

Gouvernants comme gros trusts ont des logiques qui font passer leurs profits avant nos vies.

Une catastrophe sociale à combattre

Les grandes entreprises profitent de la situation pour réorganiser leur système de production et licencier, tandis que beaucoup des plus petites coulent du fait de la crise économique. Cela n'empêche pas les riches de s'enrichir. Sauf que, à l'autre bout, dans le monde entier, le chômage et la misère se répandent : d'ici la fin de l'année, environ 150 millions de personnes risquent de basculer dans l'extrême-pauvreté et les longues files d'attente aux soupes populaires sont déjà courantes en Argentine ou au Liban.

En France, la catastrophe sociale va s'approfondir dans les prochains mois alors que, déjà, les travailleurs de plus de 784 entreprises, très grandes ou moyennes, sont sous le coup de plans de licenciement, soit plus de 70 000 emplois déjà

menacés, sans oublier les CDD et les contrats d'intérim non renouvelés. La précarité et les confinements se font aussi durement sentir auprès des jeunes privés d'emploi et des étudiants.

Après avoir distribué les milliards aux grosses entreprises, les ministres se relaient pour expliquer qu'on ne pourra pas laisser une dette pareille à nos enfants. Vous avez bien compris, c'est à nous qu'ils veulent faire payer ces milliards. D'ailleurs, des attaques insidieuses contre les classes populaires ont commencé avec, entre autres, les baisses que la majorité des bénéficiaires de l'allocation logement connaissent depuis le début de l'année.

Nous préparer

Si nous les laissons faire, les chômeurs auraient des indemnités réduites et ceux qui garderont un travail verraient leur salaire baisser – comme chez Carambar qui veut licencier tous ses salariés pour les reprendre dans une nouvelle usine avec des salaires plus bas. La seule chose qui puisse ouvrir une autre issue, ce sera nos luttes.

Dans le monde, du Liban à la Biélorussie en passant par les États-Unis, les soulèvements populaires n'ont pas manqué en 2020. Depuis la semaine dernière, des émeutes se répandent dans les quartiers populaires de Tunisie. Un scénario pas si différent des prémisses du Printemps arabe. Depuis deux mois, près de 200 000 paysans indiens occupent des autoroutes à proximité de New Delhi et s'affrontent à l'extrême droite au pouvoir. La situation devient partout intenable pour les classes populaires.

La colère engendrée parmi les travailleurs de tous les pays pourrait aussi les unir contre les responsables de cette catastrophe. C'est le meilleur souhait qu'on puisse formuler pour cette nouvelle année !

Pour nous contacter :

www.convergencesrevolutionnaires.org

Les vœux des premiers de corvée

Les vœux de la direction étaient pleins de « bienveillance » cette année. Les mercis et les bravos sonnaient quand même un peu creux, et pas à cause de la distanciation.

Qu'on nous félicite pour notre résilience est de mauvais goût. Si nous avons dû continuer à travailler durant cette période difficile, c'est parce que nous n'avions pas le choix. Les primes touchées ne compensent pas les risques et ne garantissent ni nos emplois, ni nos rémunérations sur le long terme.

Pour ça, et pour obtenir des embauches, nous ne pouvons compter que sur nos luttes. Le 4 février, soyons nombreux en grève.

EAD : nous ne sommes plus à l'école

La saison des entretiens annuels d'évaluation va commencer. Comme tous les ans, il s'agira de passer un à un devant nos chefs afin qu'ils nous délivrent leurs jugements sur notre travail.

Si l'on peut regretter de ne pas pouvoir noter nos hiérarchies, c'est surtout les différences de traitement entre collègues d'une même équipe qui nous desservent dans cet exercice. Le pouvoir des notes individuelles, dont dépendent nos primes, est là pour favoriser la division entre collègues.

Terminons-en une bonne fois pour toute avec ces pratiques infantilisantes qui n'ont aucun impact positif sur nos conditions de travail !

Les feux de l'amour ou les dents de la mer ?

Nouveau rebondissement dans le feuilleton Suez-Veolia : le fonds d'investissement Ardian et son homologue américain GIP ont annoncé qu'ils étaient sur les rangs pour une « solution amicale » concernant l'avenir de Suez.

L'intersyndicale tombe dans le panneau de cette « amitié » dans le monde des affaires et se félicite qu'Ardian soit français. Pendant ce temps, Suez continue à se féliciter de sa « pugnacité » face à Veolia.

Amour ou haine, tout ceci s'inscrit dans la recherche des plus grands profits. Si le terme « pugnacité » doit nous inspirer, c'est pour revendiquer de meilleurs salaires, de meilleures conditions de travail et des embauches, quel que soit le montage financier trouvé par ces requins.

Sanofric gave ses actionnaires et sabre la R&D

Sanofi, malgré les 100 millions d'euros reçus chaque année en crédit d'impôt recherche et les quatre milliards de dividendes versés en 2020, veut encore supprimer 400 emplois de chercheurs alors que les effectifs ont déjà été réduits de moitié en dix ans. Une politique qui n'est pas étrangère au retard pris dans le développement de son vaccin anti-Covid. Des débrayages massifs ont eu lieu

le 19 janvier, ainsi qu'un appel à la grève reconductible à partir du 1er février.

Des conseils en or massif

Le gouvernement dépense annuellement des centaines de millions d'euros au profit de cabinets de conseil. Le genre de cabinets qui ont « conseillé » plusieurs gouvernements pour la « réforme » de l'hôpital public, c'est-à-dire son étranglement financier. Parmi eux, McKinsey & Company a été choisi pour la mise en place du plan de vaccination anti-Covid mais aussi, auparavant, pour la campagne de tests. Avec, dans les deux cas, un succès évident.

Contestation de la dictature de Poutine

C'est par milliers que les Russes ont défié Poutine. Dans 114 villes, les opposants ont bravé la police et, malgré la répression et les plus de 3 300 arrestations, ils ont tenu la rue. Ils voulaient s'opposer à l'arrestation d'Alexei Navalny, opposant notoire qui, dans une dernière vidéo, dénonçait la fortune frauduleuse du chef du Kremlin et une luxueuse propriété secrète.

Les manifestants sont souvent critiques envers Navalny, mais ce qui les motive, c'est d'en finir avec les injustices, la corruption, la misère et les fortunes insolentes des oligarques.

Contre les licenciements : un succès qui en appelle d'autres !

La manifestation pour l'interdiction des licenciements, à l'appel des travailleurs de TUI le 23 janvier à Paris, a réuni plus de 2 000 personnes. Un succès obtenu à la force du poignet, car cette initiative est venue de syndicats de base.

Des délégations de dizaines d'entreprises et de toute la France ont battu le pavé : de Total Grandpuits (en grève depuis près de quatre semaines), Sanofi, General Electric, EDF, SKF, de Renault et bien d'autres. Rejoints aussi par un cortège de Gilets jaunes, ainsi que des personnalités politiques, comme Jean-Luc Mélenchon de LFI, Fabien Gay du PCF ou encore Olivier Besancenot et Philippe Poutou du NPA.

Les directions syndicales n'ont finalement pas voulu soutenir la démarche, privilégiant le rendez-vous national du 4 février, comme si les deux s'opposaient... Cette première manifestation à l'appel des TUI, relayée par d'autres, a de fait posé un jalon vers un « tous ensemble » des salariés des entreprises menacées. Pour faire reculer patrons et gouvernement, il faut sortir de l'isolement, du « boîte par boîte », se coordonner avec d'autres travailleurs menacés afin d'entraîner ceux d'autres secteurs contre les menaces qui nous visent tous !

La journée du 4 février à l'appel des syndicats sera une nouvelle occasion de l'affirmer.